



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 26 JUILLET 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-six du mois de juillet à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 21 juillet 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROY, Maire.

NOMBRE DE MEMBRES	<u>Etaient présents :</u>	Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, GUILLAUD Patricia, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine Messieurs DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCROY Olivier
	<u>Absents excusés :</u>	BONNEL Amaury, DELBERGHE Paul-Edward ayant donné procuration à LEFEBVRE Francis, FIEVET Béatrice ayant donné procuration à THIEFFRY Martine, LEMAIRE Aurélien, MASSELOT Catherine ayant donné procuration à ELOIRE Aurélie
	<u>Absent :</u>	MARCHAND Laurent
		Monsieur LEROY Bertrand est nommé secrétaire de séance

En exercice :	19
Présents :	13
Votants :	16

N° : **2022-35**

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL (1607 HEURES)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération en date du 7 décembre 2021, le conseil municipal a pris la décision d'adresser un projet de délibération concernant la réforme du temps de travail au Comité Technique Paritaire Intercommunal (CTPI) pour avis.

Par courrier en date du 20 juin 2022, le CTPI nous a informé que suite à l'avis défavorable du 5 avril 2022, notre dossier a été réexaminé le 10 juin 2022.

Suite à ce deuxième passage en Comité Technique, l'avis est réputée donné et nous pouvons donc délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour
âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment
son article 47 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26
janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps
de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-
53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la
fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire Intercommunal (CTPI) en date du 20 juin 2022 ;

Le Maire informe l'assemblée :

L'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression
des régimes dérogatoires à la durée légale du travail. La durée du temps de travail doit être
harmonisée à 1.607 heures pour l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par
l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des
périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et
le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne
pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être
accomplies.

Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail
global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la
spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération
la nature des fonctions exercées.

Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des
périodes de haute activité et de faible activité.

Dans ce cadre, l'annualisation du temps de travail répond à un double objectif :

- de répartir le temps de travail des agents pendant les périodes de forte activité et le libérer
pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité ;
- de maintenir une rémunération identique tout au long de l'année c'est-à-dire y compris
pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Ainsi, les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de travail est annualisé pendant les périodes de forte activité seront récupérées par ce dernier pendant les périodes d'inactivité ou de faible activité.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	- 104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	- 25
Jours fériés	- 8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1 600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1607 heures

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Pour des raisons d'organisation et de fonctionnement et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient d'instaurer pour certains services des cycles de travail différents.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

Article 1 : Durée hebdomadaire de travail

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours.

A cette fin, la circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 précise que le nombre de jours ARTT attribués annuellement est de :

DUREE HEBDOMADAIRE DE TRAVAIL	36 H	37 H 30
Nombre de jours d'ARTT pour un agent à Temps complet - 100 %	6	15
Nombre de jours d'ARTT pour un agent à Temps partiel - 80 %	4,8	12
Nombre de jours d'ARTT pour un agent à Temps partiel - 50 %	3	7.5

Les agents à temps non complet ne peuvent pas bénéficier de jours ARTT.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

Les jours d'ARTT ne sont pas juridiquement des congés annuels, et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux. Ces jours ARTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service soit :

- de manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;
- sous la forme de jours isolés ;
- ou encore sous la forme de demi-journées.

Les jours ARTT non pris au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante. Ils peuvent, le cas échéant, être déposés sur le compte épargne temps.

En cas d'absence de l'agent entraînant une réduction des jours ARTT, ces jours seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours ARTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur l'année N+1.

La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures.

Article 2 : Détermination des cycles de travail

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation des cycles de travail au sein des services de la commune est fixée selon deux types de cycles :

- Les cycles hebdomadaires
- Les agents annualisés

Les cycles hebdomadaires

Les horaires de travail seront définis en accord avec l'autorité territoriale pour assurer la continuité de service.

Service administratif

Jours	Cycle(s) de travail prévu(s)	Plages horaires
Du lundi au samedi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 35 heures sur 4 jours ▪ 35 heures sur 4,5 jours ▪ 35 heures sur 5 jours ▪ 37 heures 30 sur 5 jours 	de 7h30 à 17h30

Pause méridienne de ¼ d'heure minimum.

Service technique

Jours	Cycle(s) de travail prévu(s)	Plages horaires
Du lundi au samedi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 35 heures sur 5 jours 	de 7h30 à 18h30

Pause méridienne de ¼ d'heure minimum.

Service Petite Enfance (Crèche)

Jours	Cycle(s) de travail prévu(s)	Plages horaires
Du lundi au vendredi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 36 heures sur 5 jours 	de 7h30 à 18h30

Pause méridienne de ¼ d'heure minimum.

Les agents annualisés

Pour les agents qui sont soumis à un cycle de travail annuel basé sur l'année scolaire avec un temps de travail annualisé, on distingue deux périodes :

- Les périodes hautes : le temps scolaire
- Les périodes basses : période de vacances scolaires pendant lesquelles l'agent pourra être amené à réaliser diverses tâches (ex : grand ménage) ou à des périodes d'inactivité pendant lesquelles l'agent doit poser son droit à congés annuels ou son temps de récupération.

Service scolaire, périscolaire et entretien

Au sein de ce cycle annuel, les agents seront soumis à des horaires fixes. Les plages horaires se situent de 7 heures 20 à 18 heures 30, du lundi au vendredi.

Dans le cadre de cette annualisation, l'autorité établira au début de chaque année scolaire un planning annuel de travail pour chaque agent précisant les jours et horaires de travail et permettant d'identifier les périodes de récupération et de congés annuels de chaque agent. En cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit. Un décompte du relevé d'heures effectuées par l'agent lui sera remis trimestriellement afin d'assurer un suivi précis des heures.

La fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence du Maire.

Article 3 : Journée de solidarité

La journée de solidarité finance des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. La journée de solidarité est accomplie à hauteur de 7 heures pour un agent à temps complet, et sa durée est proratisée en fonction du temps de travail pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

Les heures effectuées au titre de la journée de solidarité ne donnent pas lieu à rémunération.

La journée de solidarité pourra être accomplie de l'une des manières suivantes :

- Travailler un jour de réduction du temps de travail (ARTT)
- Ou toute autre modalité permettant le travail de 7 heures, à l'exclusion des jours de congés annuels. Ces 7 heures pourront être continues ou fractionnées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE de mettre en place le temps de travail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées ci-dessus ;

DIT que les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées ;

ADOPTÉ à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme
Délibération signée le 4 août 2022

Par délégation du Maire,
L'adjoint

Francis LEFEBVRE

